

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

n°CCAP/25/05 du 06.11.2025












MARCHÉ PUBLIC MAÎTRISE D'OEUVRE

**Mission de Maîtrise d'œuvre pour
la Réhabilitation partielle
des locaux de la pépinière d'entreprises
situés ZI Ste Agathe à Florange**

Consultation n°2025/CONSU/05 du 6 novembre 2025

CCI MOSELLE METROPOLE METZ
10-12 AVENUE FOCH - BP 70330
57016 METZ CEDEX

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Mission de Maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation partielle des locaux de la pépinière d'entreprises situés ZI Ste Agathe à Florange
	Type de contrat	Marché ordinaire
	Nombre de lots	Lot Unique
	Tranches optionnelles	Sans
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	<p>Sa durée est corrélée à celle des marchés de travaux correspondants, auxquels il est lié. Il prendra fin à l'issue de l'ensemble des missions confiées au maître d'œuvre sauf prolongation décidée par ordre de service.</p> <p>À titre indicatif, la durée globale prévisionnelle du marché, incluant les études, la période de préparation, la réalisation des travaux et la phase d'AOR, est estimée à 24 mois.</p> <p>La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de « Garantie de parfait achèvement » (prévue à l'article 44.1, du CCAG applicable aux marchés de travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période.</p>
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat	5
1.3 - Réalisation de prestations similaires	5
2 - Pièces contractuelles.....	6
3 - Intervenants	6
3.1 - Conduite d'opération	6
3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	6
3.3 - Contrôle technique	6
3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	6
3.5 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants.....	6
4 - Confidentialité.....	7
5 - Protection des données à caractère personnel	7
5.1 - Description du traitement de données à caractère personnel	7
5.2 - Obligations du titulaire.....	7
5.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire	7
5.2.2 - Droit d'information des personnes concernées.....	7
5.2.3 - Exercice des droits des personnes	8
5.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel	8
5.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations.....	8
5.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel	8
5.2.7 - Durée et modalités de conservation des données	8
5.2.8 - Sort des données.....	9
5.2.9 - Délégué à la protection des données	9
5.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement	9
5.2.11 - Documentation	9
5.3 - Obligations de l'acheteur	9
6 - Missions	10
7 - Durée et délais d'exécution.....	10
7.1 - Durée du contrat	10
7.2 - Délais d'exécution des Tranches	10
8 - Prix	11
8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	11
8.2 - Forfait de rémunération	11
8.3 – Contenu du prix	11
8.4 - Modalités de variation des prix et la validation de la révision	12
8.5 - TVA.....	13
8.6 - Prime de performance financière	13
9 - Avance.....	13
9.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	13
9.2 - Garanties financières de l'avance	14
10 - Modalités de règlement des comptes.....	14
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	14
10.2 - Pourcentage de rémunération par élément	15
10.3 - Présentation des demandes de paiement	15
10.4 - Délai global de paiement.....	16
10.5 - Paiement des cotraitants	16

10.6 - Paiement des sous-traitants	16
11 - Engagement du maître d'œuvre	16
11.1 - Jusqu'à la passation des marchés de travaux	16
11.2 - Durant l'exécution des marchés de travaux	17
12 - Conditions d'exécution des prestations	18
12.1 - Présentation des livrables	18
12.2 - Organisation des réunions de chantier	19
12.3 Visites de contrôle inopinées	19
12.4 - Emission des ordres de services	19
12.5 - Vérification par le maître d'œuvre des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs	20
12.6 - Vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte final des entrepreneurs et établissement du projet de décompte général	20
12.7 - Modalités particulières de réalisation durant la garantie de parfait achèvement (AOR)	20
12.8 - Arrêt de l'exécution des prestations	21
12.9 - Achèvement de la mission	21
13 - Objectifs de développement durable	21
14 - Modification du contrat	22
14.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire	22
14.2 - Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché	22
14.3 - Changement en cours d'exécution du marché	22
14.4 - Cas fortuits et force majeure	22
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	23
16 - Pénalités	23
16.1 - Généralités	23
16.2 - Pénalités pour retard dans la présentation des documents	23
16.3 - Pénalités en cas de retard dans la vérification des projets de décomptes mensuels	23
16.4 - Pénalités en cas de retard dans la vérification du décompte final	23
16.5 - Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation des entrepreneurs	23
16.6 - Pénalités pour manquements aux obligations du maître d'œuvre	24
16.7 - Pénalité pour travail dissimulé	24
17 - Assurances	24
18 - Clause de réexamen	25
19 - Résiliation du contrat	26
19.1 - Conditions de résiliation	26
19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	27
20 - Règlement des litiges et langues	27
21 - Engagements d'éthique et de probité	27
21.1 - ENGAGEMENTS ÉTHIQUES ET DE PROBITÉ	27
21.2 - OBLIGATION DE SIGNALEMENT	28
21.3 - SANCTIONS EN CAS DE MANQUEMENT À LA PROBITÉ	28
21.4 - CLAUSE DE COOPÉRATION AVEC LES AUTORITÉS	28
22 - Dérogations	28

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Mission de Maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation partielle des locaux de la pépinière d'entreprises situés ZI Ste Agathe à Florange.

Lieu d'exécution : ZI Ste Agathe – Rue Lavoisier
57190 FLORANGE

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages bâtiment en réutilisation ou réhabilitation.

1.2 - Décomposition du contrat

Dans le cadre de cette consultation, il a été décidé de ne pas procéder à l'allotissement des prestations pour les raisons suivantes :

1. **Interdépendance technique des prestations** : les prestations à réaliser sont intrinsèquement liées et nécessitent une coordination étroite entre les différents intervenants. La séparation des tâches pourrait entraîner des risques accrus de désordres ou des difficultés de coordination, compromettant ainsi la qualité et la cohérence du projet.
2. **Complexité du projet** : la nature des travaux à réaliser implique des compétences techniques spécifiques et une approche intégrée. Un allotissement pourrait engendrer des complications dans la gestion des interfaces entre les différents prestataires, augmentant ainsi le coût global du projet en raison de la multiplication des coûts de gestion et de coordination.
3. **Optimisation des coûts** : en évitant l'allotissement, le pouvoir adjudicateur vise à réduire les coûts globaux liés à la gestion du projet. La gestion d'un marché unique permet de mieux maîtriser les dépenses et d'assurer une meilleure efficacité dans l'exécution des travaux.
4. **Respect des délais** : la réalisation des travaux dans les délais impartis est cruciale pour le bon fonctionnement des services de la CCI. Un marché non alloti permet de garantir une meilleure réactivité et une exécution plus fluide des prestations.

En conséquence, le choix de ne pas alloter le marché de maîtrise d'œuvre est justifié par la nécessité d'assurer une exécution harmonieuse et efficace des travaux, tout en préservant la qualité et la sécurité du projet.

Mission	Désignation
APS	Avant-projet sommaire
APD	Avant-projet définitif
DPC	Dépôt de la déclaration de travaux
PRO	Etudes de projet
EXE	Etudes d'exécution et de synthèse
ACT	Assistance pour la passation du contrat de travaux
DET	Direction de l'exécution des travaux
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet
AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement
OPC	Ordonnancement, pilotage et coordination

1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L.2122-1 et R.2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- + l'Acte d'Engagement « AE » et ses annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuellement opérées par voie d'avenants,
- + le Cahier des Clauses Administratives Particulières « CCAP »,
- + le Programme de l'opération,
- + le Cahier des Clauses Administratives Générales « CCAG » applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- + les Clauses du Cahier des Clauses Administratives Générales « CCAG » applicables aux marchés publics de travaux précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux,
- + le Cahier des Clauses Techniques Générales « CCTG » applicables aux marchés publics de travaux, en vigueur lors de la remise des offres ou lors du mois d'établissement des prix (mois Mo études),
- + les Diagnostics,
- + les Plans,
- + le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat.
- + les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché,

Les originaux sont conservés par le pouvoir adjudicateur et font seule foi.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché.

Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

3 - Intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

3.3 - Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

3.5 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants

Avant tout commencement d'exécution, le maître d'ouvrage met à disposition du maître d'œuvre par tout moyen (courrier électronique ou physique, réunion d'information) la liste des intervenants à l'opération, leurs coordonnées ainsi que leurs missions.

Dans le cadre de ses missions, le maître d'œuvre est autorisé à échanger directement avec chacun des intervenants dans les conditions et limites fixées par le présent marché.

En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage sans délais.

4 - Confidentialité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-MOE.
Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-MOE, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

5.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données est de : durée du marché.

5.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur,
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

5.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

5.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

5.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : dpo@grandest.cci.fr

5.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : par lettre recommandée avec AR.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données),
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact,
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel,
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

5.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

5.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

5.2.7 - Durée et modalités de conservation des données

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : Durée du marché + 5 ans à compter de la date de fin de l'exécution du marché (paiement du solde) pour les pièces relatives à la procédure d'exécution considérées comme des pièces constitutives de marché, entrant dans le cadre des pièces justificatives comptables.

Le profil d'acheteur Plateforme des Achats de l'Etat « PLACE » est un outil permettant l'archivage vers une plate-forme d'archivage électronique.

5.2.8 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

5.2.9 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

5.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

5.2.11 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

5.3 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

6 - Missions

La mission de maîtrise d'œuvre est établie en application des articles L.2410-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le détail des missions est le suivant :

Éléments de mission de base :

Mission	Désignation
APS	Avant-projet sommaire
APD	Avant-projet définitif
PRO	Etudes de projet
EXE	Etudes d'exécution et de synthèse
ACT	Assistance pour la passation du contrat de travaux
DET	Direction de l'exécution des travaux
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet
AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement

Missions complémentaires :

Mission	Désignation
DPC	Dépôt de la déclaration de travaux
OPC	Ordonnancement, pilotage et coordination

7 - Durée et délais d'exécution

7.1 - Durée du contrat

La mission du maître d'œuvre commence à compter de la notification du présent marché.

Sa durée est corrélée à celle des marchés de travaux correspondants, auxquels il est lié.

Il prendra fin à l'issue de l'ensemble des missions confiées au maître d'œuvre sauf prolongation décidée par ordre de service.

À titre indicatif, la durée globale prévisionnelle du marché, incluant les études, la période de préparation, la réalisation des travaux et la phase d'AOR, est estimée à 24 mois.

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de « Garantie de parfait achèvement » (prévue à l'article 44.1, du CCAG applicable aux marchés de travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période.

Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision de réception établie sur demande du maître d'œuvre par le maître d'ouvrage, dans les conditions de l'article 20 du CCAG-MOE et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 15.3 du CCAG-MOE.

7.2 - Délais d'exécution des Tranches

Sans objet.

8 - Prix

8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

8.2 - Forfait de rémunération

Le forfait de rémunération est provisoire.

Il correspond au produit du taux de rémunération fixé à l'acte d'engagement par le montant de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage.

Le forfait de rémunération devient définitif lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de la mission APD.

Le forfait définitif de rémunération est le produit du taux de rémunération fixé à l'acte d'engagement par le montant du coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre.

Un avenant arrête définitivement le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre et le forfait définitif de rémunération conformément aux dispositions des articles L.2432-1, L.2432-2 et R.2432-2 à R.2432-7.

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment de la signature du marché ; toutefois, tout changement dans le taux de TVA qui affecterait le présent marché fera l'objet d'un avenant actant des conditions d'application du nouveau taux en conformité avec les textes légaux.

8.3 – Contenu du prix

Le contenu des prix répond aux spécifications de l'article 10.1.3 du CCAG MOE.

Le forfait de rémunération de la mission de base fixé dans l'acte d'engagement, est provisoire, conformément aux dispositions des articles R.2112-18 et R.2432-7 du code de la commande publique.

Ce montant a été établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre lors de la passation du marché, tels que :

- Le contenu de la mission fixée par le CCAP,
- Le programme d'opération,
- La part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux fixés par le maître d'ouvrage,
- Les éléments de complexité liés aux contraintes du contexte local et à l'insertion du projet dans l'environnement, à la nature et à la spécificité du projet et résultant des exigences contractuelles,
- Les délais des études du maître d'œuvre et délai de vérification par le maître d'ouvrage,
- Les modes prévisionnels de dévolution et de passation des marchés de travaux,
- La durée prévisionnelle d'exécution des travaux, et leur éventuel phasage,
- Le découpage éventuel de l'opération en plusieurs tranches de réalisation,
- La continuité du déroulement de l'opération,
- Le coût en matière d'assurance pesant sur la maîtrise d'œuvre.

Les prix sont réputés comprendre aussi toutes les dépenses, travaux, services et fournitures accessoires, résultant de l'exécution des travaux nécessaires à la réalisation parfaite du ou des ouvrages, y incluant notamment frais généraux, impôts et taxes, les sujétions d'exécution normalement prévisibles dans les conditions de lieu et de temps où s'exécutent les travaux considérés.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

En cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire.

8.4 - Modalités de variation des prix et la validation de la révision

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de décembre 2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application de la formule suivante :

$$P_m = P_o \times 0,15 + 0,85 \times (ING_m / ING_o)$$

dans laquelle :

P_m : Prix révisé de l'acompte au mois "m" (mois de révision)
P_o : Prix initial de l'acompte "m" au mois Mo
ING_m : Index ingénierie correspondant à la réalisation de la phase technique "m"
ING_o : Index ingénierie correspondant à la date de réputation des prix (valeur de l'indice au mois Mo Etudes – décembre 2025).

Le mois " m " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui **précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule.**

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la **dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule et pour la partie des éléments de missions n'ayant pas l'objet d'une demande de paiement antérieur à la demande de révision.**

Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Si les prestations ne sont pas achevées à l'expiration du délai d'exécution fixé par le marché, la révision du prix se poursuit pour la partie des prestations non accomplies.

Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

L'index de référence, publié au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est le suivant :

Code	Libellé
ING	Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010

À partir de la deuxième année, les prix définis au marché pourront être révisés sur la base de l'indice cité ci-dessus.

Lors de chaque révision, le coefficient de révision sera appliqué aux prix initiaux du marché c'est-à-dire aux prix figurant dans l'Acte d'Engagement.

En cas de modification ou de disparition officielle de tout ou partie des paramètres représentatifs choisis dans les formules et à défaut de dispositions légales ou réglementaires permettant leur rattachement aux anciens, les nouveaux paramètres seront choisis à partir d'éléments fournis par des publications périodiques, mercuriales ou tous autres termes de comparaison courante dans la région.

Le choix des nouveaux paramètres sera notifié par un avenant.

Il appartient au Titulaire du marché ~~l'accord-cadre~~ de procéder à la révision des prix.

Pour ce faire, il soumet à l'approbation de l'Acheteur un nouveau bordereau des prix unitaires.

Le bordereau des prix révisé doit être transmis au service ACHATS 15 jours avant la date anniversaire de la notification du marché.

Il devra être accompagné du détail de son calcul et les justificatifs afférents pour le calcul de la formule.

Si le titulaire ne communique pas de nouveaux tarifs, les tarifs précédents resteront en vigueur.

En cas d'erreur de calcul sur le coefficient transmis par le titulaire, l'acheteur donnera un délai de 5 jours au titulaire pour corriger ces éléments.

Les nouveaux prix ne pourront être appliqués qu'après accord express de la CCI.

La CCI s'engage à répondre dans un délai de 15 JOURS à compter de la réception de l'Acte d'Engagement réactualisé.

Si le nouveau tarif est accepté, il entre en application à la date de notification au titulaire ou à une date ultérieure qui pourra être précisée sur le courrier de notification. Le nouveau tarif deviendra pièce contractuelle du marché.

8.5 - TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

8.6 - Prime de performance financière

En application de l'article 17 du CCAG-MOE, le Maître d'ouvrage souhaite, **à programme et délais constants**, inciter le Maître d'œuvre à la **réalisation d'économies sur le coût prévisionnel des travaux** (CPT).

En ce sens, le Maître d'ouvrage souhaite que le CPT soit inférieur à l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux (EFP) auquel il correspond.

Le Maître d'œuvre doit à ce titre identifier toutes les pistes d'économies possibles. Pour associer le Maître d'œuvre à la poursuite de cet objectif, une prime est associée en cas d'atteinte de cet objectif.

Une prime **de performance financière** pourra être versée au maître d'œuvre, répartie entre les membres du groupement conformément aux indications données par le mandataire, dans les conditions suivantes :

Ainsi, **si à programme et délais constants**, le CPT est inférieur à l'EFP, une prime équivalente à 10% de la différence entre le EFP et le CPT sera versée au Maître d'œuvre.

Par ailleurs, la rémunération définitive (RD) du Titulaire sera calculée sur la base de l'EFP (si le CPT est inférieur à l'EFP).

Le versement de la prime ne sera toutefois effectué qu'à la fin de l'exécution du marché, à condition que le coût constaté des travaux (CCT) ne dépasse pas le CPT.

Les dépassements résultant de circonstances indépendantes du Titulaire (modifications demandées par le Maître d'ouvrage, cas de force majeure, imprévus réglementaires ou techniques) n'annulent pas la prime.

A cette fin, le Maître d'œuvre remet au Maître d'ouvrage, dans son projet de décompte final, un mémoire justifiant que ses actions sont à l'origine de l'économie réalisée et détaillant lesdites actions concrètement mises en œuvre. Le Titulaire devra apporter la preuve que les économies identifiées au niveau du PRO sont réelles au niveau du CCT.

Sur la base de ce mémoire, le Maître d'ouvrage se prononcera sur la recevabilité de la prime au Titulaire

9 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Maîtrise d'œuvre.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80%.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R.2193-10 et R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-MOE.

Pour chaque tranche, les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

Code mission	Acompte	Pourcentage
APS	A la remise du dossier	80,0 %
	A l'approbation du maître d'ouvrage	20,0 %
APD	A la remise du dossier	80,0 %
	A l'approbation du maître d'ouvrage	20,0 %
DPC	A la validation du DPC	100,0 %
PRO	A la remise du dossier	80.0 %
	A l'approbation du maître d'ouvrage	20.0 %
EXE	Proportionnellement à l'avancement de la mission	95.0 %
	A l'admission de la mission du maître d'ouvrage	5.0 %
ACT	A la remise du DCE	50.0 %
	A l'approbation du maître d'ouvrage	30.0 %
	Après la mise au point des marchés de travaux	20.0 %
DET	Avant la remise du DGD	90.0 %
	Après la remise du DGD	10.0 %
VISA	Proportionnellement à l'avancement de la mission	100.0 %
AOR	Avant la levée des réserves	65.0 %
	Après la levée des réserves	15.0 %
	A la remise du DOE	15.0 %
	A la fin du délai de garantie de parfait achèvement	5.0 %
OPC	Proportionnellement à l'avancement de la mission	95.0 %
	A l'admission de la mission du maître d'ouvrage	5.0 %

10.2 - Pourcentage de rémunération par élément

Les pourcentages de chaque mission seront précisés par chaque candidat en annexe de l'acte d'engagement.

10.3 - Présentation des demandes de paiement

FACTURATION SOUS FORME ÉLECTRONIQUE :

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatifs au développement de la facturation électronique, le TITULAIRE du présent marché et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct) **est tenu de transmettre ses factures sous forme électronique.**

La transmission des factures s'effectue après inscription sur le portail "Chorus Pro" depuis le lien suivant <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

N° SIRET CCI MOSELLE : 185 722 022 00018

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le TITULAIRE et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1. La date d'émission de la facture,
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries,
4. En cas de marché exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du marché ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture,
5. La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement,
6. La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux,
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés,
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire,
9. Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
10. L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture,
11. Le cas échéant, les modalités de règlement,
12. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du code de commerce.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation "Chorus Pro". Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : **185 722 022 00018**

- Numéro d'engagement juridique : n° marché/accord-cadre : **n°2025/MAPO/05.00**

10.4 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.5 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-MOE.

10.6 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique.

Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

11 - Engagement du maître d'œuvre

11.1 - Jusqu'à la passation des marchés de travaux

Le maître d'ouvrage attache une grande importance à ce que le coût des travaux et prestations, à chaque stade d'avancement de l'opération, soit le plus proche possible de l'enveloppe financière affectée à ces travaux.

Le coût prévisionnel des travaux (P) est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage.

Enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage :

Cette enveloppe financière comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme annexé.

Définition du coût prévisionnel des travaux établie par le maître d'œuvre et engagement :

L'engagement du maître d'œuvre intervient **à l'issue de la mission APD** sur la base du coût prévisionnel des travaux.

Ce coût prévisionnel est assorti d'un taux de tolérance de 5%

Seuil de tolérance = coût prévisionnel des travaux x (1 + taux de tolérance)

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

Le taux de tolérance ne s'applique pas aux augmentations du coût des travaux liées à des évolutions du programme ni à celles liées à des aléas non prévisibles.

Prise en compte des modifications intervenues :

Si après fixation du coût prévisionnel des travaux, le maître d'ouvrage décide de modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur le coût prévisionnel des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant.

Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises :

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux selon la formule suivante :

Coût de référence des travaux = coût cumulé des marchés de travaux x coefficient de réajustement

Le coût cumulé des marchés de travaux correspond au montant global de l'offre ou des offres considérée(s) comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage.

Le coefficient de réajustement correspond au rapport entre l'index BT01 du mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre, et l'index BT01 du mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Conséquences du non-respect de l'engagement :

Si le coût de référence des travaux est supérieur au seuil de tolérance, le maître de l'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux. Il peut également demander la reprise des études dans un **délai de 10 jours**. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire.

Sur la base de ces nouvelles études et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un **délai de 10 jours** à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure.

11.2 - Durant l'exécution des marchés de travaux

Coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter. Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

Tolérance sur le coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 3%
Seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux x (1 + taux de tolérance)

Comparaison entre réalité et tolérance :

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base M0 travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix.

Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

Conséquences du non-respect de l'engagement (pénalités pour dépassement du seuil de tolérance) :

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (coût de référence - seuil de tolérance) x 2%

Cependant, conformément aux articles L.2432-1 et R.2432-4 du Code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 10% du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Il est précisé que des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission précédemment cités.

12 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-MOE.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-MOE (dérogation au délai).

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 10 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

12.1 - Présentation des livrables

Les livrables seront remis dans les délais et selon le nombre d'exemplaires suivants :

Code	Désignation du livrable	Délai	Nombre d'exemplaires
APS	Avant-projet sommaire	2 semaines	2
APD	Avant-projet définitif	3 semaines	2
DPC	Dépôt de la déclaration de travaux	2 semaines	4
PRO	Etudes de projet	3 semaines	2
DCE	Dossier de consultation des entreprises	2 semaines	2
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet	4 semaines	2
EXE	Etudes d'exécution et de synthèse	4 semaines	2
DOE	Dossier des ouvrages exécutés	4 semaines	2

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- 1er livrable : date du début d'exécution des prestations,
- Livrables suivants : date de notification au maître d'œuvre de la décision de réception du livrable précédent prise par le maître d'ouvrage,
- Dossier des ouvrages exécutés (DOE) : date de réception des travaux.

La décision par le maître d'ouvrage d'admettre, avec ou sans observations, d'ajourner, d'admettre avec réfaction ou de rejeter les documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais suivants :

Code	Désignation du livrable	Délai de réception
APS	Avant-projet sommaire	2 semaines
APD	Avant-projet définitif	2 semaines
DPC	Dépôt de la déclaration de travaux	2 semaines
PRO	Etudes de projet	2 semaines
DCE	Dossier de consultation des entreprises	2 semaines
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet	2 semaines
EXE	Etudes d'exécution et de synthèse	2 semaines
DOE	Dossier des ouvrages exécutés	2 semaines

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise du livrable précédent par le maître d'œuvre.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans ces délais ou si le maître d'ouvrage décide de notifier le démarrage de l'élément de mission suivant, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 21 deuxième alinéa du CCAG-MOE.

L'admission tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

12.2 - Organisation des réunions de chantier

Le maître d'œuvre organise et dirige les réunions de chantier du commencement d'exécution des travaux jusqu'à leur réception.

Le maître d'ouvrage est invité aux réunions de chantier par le maître d'œuvre. Il est libre d'y assister ou de s'y faire représenter.

Fréquence des réunions : Hebdomadaire

Le maître d'œuvre rédige et diffuse le compte-rendu de la réunion de chantier dans les **3 jours ouvrés** qui suivent la réunion.

Le maître d'ouvrage est destinataire des comptes rendus des réunions de chantier. Ces comptes rendus doivent à minima mentionner l'avancement des travaux.

12.3 Visites de contrôle inopinées

Le maître d'œuvre doit effectuer au minimum une visite de contrôle inopinée par quinzaine.

Cette visite de contrôle aura lieu à un jour différent chaque semaine.

Le titulaire établit et diffuse le compte-rendu dans un délai de 48 heures à compter de sa visite.

Ce compte rendu peut prendre la forme d'un courriel adressé au conducteur d'opération, ou son représentant. Tout évènement susceptible d'entraîner des difficultés et tout incident doit être immédiatement signalé au maître d'ouvrage.

12.4 - Emission des ordres de services

Emission des ordres de service par le maître d'œuvre :

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET) le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur, avec copie au maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés, numérotés et adressés à l'entrepreneur dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux et dans un délai de 3 jours à compter de la décision du maître d'ouvrage.

Toutefois, le maître d'œuvre ne peut émettre d'ordre de service sans avoir obtenu la validation préalable du maître d'ouvrage si l'ordre de service :

- Porte sur la notification des dates des commencements des périodes de préparation et de démarrage des travaux ou la notification de l'exécution d'une tranche optionnelle ;
- Entraîne une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délais d'exécution, de durée et de montants.

La carence constatée du maître d'œuvre dans la notification des ordres de service l'expose à l'application d'une pénalité journalière de retard fixée à 100,00 Euros.

12.5 - Vérification par le maître d'œuvre des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

Le maître d'œuvre procède, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et mis à sa disposition sur le portail public de facturation.

Après vérifications, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG-Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il met à disposition du maître de l'ouvrage, sur le portail public de facturation, l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 7 jours à compter de sa mise à disposition sur le portail public de facturation par l'entrepreneur.

12.6 - Vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte final des entrepreneurs et établissement du projet de décompte général

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG-Travaux et mis à sa disposition sur le portail public de facturation.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG-Travaux, le projet de décompte général et le met à disposition du maître d'ouvrage sur le portail public de facturation.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final et à mise à disposition du maître d'ouvrage est fixé à 15 jours à compter de la mise à disposition du projet de décompte final par l'entrepreneur.

Conditions d'intervention du maître d'œuvre en cas de facturation électronique

Le maître d'œuvre est tenu de disposer d'un compte sur le portail public de facturation "Chorus Pro" et d'activer l'espace de travail "Factures de travaux".

Lorsque l'entrepreneur dépose un projet de décompte dans la solution Chorus Pro, il appartient au maître d'œuvre de récupérer le document, puis de le traiter et valider, avant de le réinjecter dans Chorus Pro.

Afin de l'aider dans cette démarche, la documentation relative au traitement des factures de travaux est à la disposition du maître d'œuvre sur le site de la « Communauté Chorus Pro » :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/traitement-des-factures-de-travaux-par-une-moe/>

12.7 - Modalités particulières de réalisation durant la garantie de parfait achèvement (AOR)

12.7.1 Opérations préalables à la réception (OPR)

Dans le respect du CCAG Travaux art 41, à l'achèvement des travaux, le maître d'œuvre veillera à :

- ☐ Convoquer les titulaires des marchés de travaux,
- ☐ Inviter le maître d'ouvrage pour les opérations préalables à la réception.

12.7.2 Levée des réserves

Le maître d'œuvre doit, durant la période de levée des réserves, assurer des réunions et/ou des visites de contrôles au minimum hebdomadaires.

Le maître d'œuvre établit et diffuse le compte-rendu de réunion ou de visite dans un délai de soixante-douze (72) heures à compter de sa visite.

Ce compte rendu peut prendre la forme d'un courriel adressé au conducteur d'opération, ou son représentant et est adressé par ordre de service à/aux l'entrepreneur(s) concerné(s).

Ce compte-rendu doit à minima mentionner le suivi de l'avancement des réserves, les actions pour lever les réserves assorties d'un délai.

Des procès-verbaux de levée partielle des réserves sont adressés au maître d'ouvrage.

12.8 - Arrêt de l'exécution des prestations

En complément des situations prévues à l'article 25 du CCAG-MOE, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du marché, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au à l'article 6 du présent CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

Dans cette situation, il sera fait application des modalités de résiliation prévues aux articles 32 pour le décompte de résiliation et 33 du CCAG-MOE pour la remise des prestations.

12.9 - Achèvement de la mission

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de "Garantie de parfait achèvement"(prévue à l'article 44.1, 2° alinéa du CCAG -Travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période.

Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision de réception établie sur demande du maître d'œuvre par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 21 du CCAG-MOE et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

13 – Objectifs de développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte des objectifs de développement durable comme suit :

Le candidat s'engagera à mettre en place des mesures et actions permettant de limiter les impacts environnementaux en vue de l'exécution du marché.

À cet égard, les objectifs suivants doivent être respectés :

Dans le cadre des travaux, le Maître d'œuvre s'engage à intégrer les principes du développement durable à chaque phase du projet. Les objectifs suivants doivent être respectés :

1. Performance énergétique et réduction des consommations

- Installation d'éclairages LED à haut rendement et relamping global → réduction durable de la consommation électrique.
- Étude de faisabilité pour panneaux photovoltaïques → production d'énergie renouvelable locale.
- Installation de régulations thermiques sur radiateurs et création de systèmes de climatisation performants → meilleure maîtrise des consommations.
- Isolation et étanchéité renforcées (enveloppe du bâtiment, toiture, menuiseries) → limitation des déperditions thermiques.

2. Gestion raisonnée de l'eau

- Création de points d'eau extérieurs normalisés et réfection des réseaux EU/EP → amélioration de la gestion et réduction des fuites.
- Compostage sur site et végétalisation → meilleure infiltration des eaux pluviales et soutien à la biodiversité locale.

3. Mobilité durable et transition énergétique

- Borne de recharge électrique, dont une PMR → encouragement à la mobilité électrique.
- Local vélos sécurisé → incitation à la mobilité douce.
- Amélioration des accès et circulations piétonnes → réduction de la dépendance à la voiture sur site.

4. Gestion durable des matériaux

- Réhabilitation et réemploi des bâtiments existants plutôt que reconstruction → réduction de l'empreinte carbone du projet.
- Mise en conformité et remise en état des équipements → prolongation de leur durée de vie.

5. Gestion des déchets :

- Une gestion efficace des déchets de chantier sera mise en place pour tous les travaux, visant à recycler et valoriser les matériaux issus des démolitions ou du remplacement de l'équipement (climatisation, systèmes d'éclairage, etc.). Les déchets seront triés et évacués conformément aux prescriptions légales et un rapport détaillant les quantités recyclées sera remis à la fin des travaux.

6. Accessibilité et bien-être des occupants :

- Les aménagements, ainsi que les nouveaux systèmes de climatisation et d'éclairage, devront favoriser le confort thermique, acoustique et lumineux des occupants. Les choix techniques devront prendre en compte la qualité de l'air intérieur et le bien-être des usagers.
- L'intégration de solutions d'accessibilité pour les personnes handicapées sera une priorité dans les travaux de réhabilitation.

7. Innovation dans les solutions proposées :

- Le Maître d'œuvre pourra proposer des solutions innovantes permettant d'améliorer la performance énergétique et la durabilité des travaux, en particulier dans le choix des équipements de climatisation et d'éclairage.

14 - Modification du contrat

14.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer la personne publique, par écrit et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais

14.2 - Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché

Le transfert du marché à une nouvelle entreprise suite à opération de cession de fonds de commerce, de cession d'activités, de fusion-absorption ou de mise en location gérance, ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de la CCI.

Le titulaire doit, dans les plus brefs délais, en informer la personne publique et produire les documents et renseignements utiles (qui lui seront notifiés), concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

Suite à cette cession, la CCI procédera à la vérification que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire les documents listés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique et aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D.8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du code du travail qui lui seront demandés.

Suite à cette vérification, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire. Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché, la CCI procédera à la résiliation du marché.

14.3 - Changement en cours d'exécution du marché

Conformément au Chapitre IV de la partie réglementaire du code de la commande publique. La CCI se réserve le droit de modifier le présent contrat.

14.4 - Cas fortuits et force majeure

En cas de retard ou de manquement dans l'exécution de l'une des opérations incombant au titulaire du fait du présent marché, celui-ci ne sera dégagé des conséquences de ces retards ou manquements que dans la mesure où il peut invoquer un cas fortuit ou de force majeure.

Il est précisé que ne sont considérés comme cas fortuit ou cas de force majeure que des actes, situations de droit ou de fait, et plus généralement, toutes circonstances imprévisibles qui échappant au contrôle du titulaire, auraient pour effet de rendre impossible l'exécution de l'une quelconque des obligations du présent marché.

Le titulaire ne pourra invoquer un cas fortuit ou de force majeure que pendant la durée durant laquelle un tel cas pourrait avoir un effet à son égard et que dans la mesure où il prendra toutes les dispositions et décisions permettant de limiter au maximum les conséquences dommageables pour la CCI.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 24 du CCAG-MOE, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

16 - Pénalités

16.1 - Généralités

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, les pénalités sont dues dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG-MOE le montant total des pénalités sont plafonnées à 20% du montant hors taxe du marché de maîtrise d'œuvre.

Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE, les pénalités s'appliquent du simple fait de la constatation par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, les pénalités suivantes s'appliquent en cas de retard :

16.2 - Pénalités pour retard dans la présentation des documents

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, en cas de retard dans la présentation de ces documents (cf. tableau ci-dessous), le maître d'œuvre subit sur ses créances, des pénalités dont le montant HT par jour de retard calendaire est fixé à :

Document à fournir	Pénalité / jour de retard (en € HT)
APS	200
APD	300
DPC	200
PRO	200
ACT - DCE	200
ACT – Rapport d'analyse des candidatures et/ou des offres (y compris mises au point nécessaire à la passation des marchés)	200
Documents concernant les missions complémentaires	200
AOR - DOE	500

16.3 - Pénalités en cas de retard dans la vérification des projets de décomptes mensuels

Si le délai fixé à l'article 12.5 du CCAP n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés est fixé à cinquante (50) euros HT.

16.4 - Pénalités en cas de retard dans la vérification du décompte final

Si le délai fixé à l'article 12.6 du CCAP n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à cent (100) euros HT.

16.5 - Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation des entrepreneurs

En cas de retard dans l'instruction du mémoire de réclamation, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé à cent (100) euros H.T.

L'expiration du délai s'entend à la date de réception d'une analyse complète permettant une prise de décision par le pouvoir adjudicateur.

16.6 - Pénalités pour manquements aux obligations du maître d'œuvre

16.6.1 - Pénalités pour absence à une réunion ou à une visite de site

Pendant toute la durée d'exécution du marché de maîtrise d'œuvre, en cas d'absence à une réunion ou à une visite dûment programmée, il sera appliqué une pénalité de deux-cents (200) euros HT par réunion où l'absence a été constatée. Cette pénalité s'applique aussi en cas de défaut d'organisation des visites au cours de la période de consultation des entreprises de travaux.

16.6.2 - Pénalité en cas de retard dans la transmission des comptes rendus de chantier, de réunions ou de visite

En cas de retard dans la transmission des comptes rendus de chantier, de réunion ou de visite, il sera appliqué une pénalité de **deux-cents (200) euros HT** par compte-rendu non diffusé.

16.6.3 - Pénalité en cas de non-remplacement du responsable physique du marché ou de son suppléant nommément désignés à l'acte d'engagement

Une pénalité de **cinq-mille (5 000) euros HT** par semaine de retard sera appliquée en cas de retard dans le remplacement du responsable physique du marché ou de son suppléant nommément désignés à l'acte d'engagement. Le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire application de l'article 3.4 du CCAG-MOE.

16.7 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

17 - Assurances

Le maître d'œuvre est tenu de souscrire une police auprès d'une compagnie d'assurance agréée par la Direction des Assurances afin de garantir sa responsabilité décennale. Sa police devra comporter des garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

De plus, le maître d'œuvre devra être titulaire d'une police d'assurance souscrite auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, destinée à couvrir ses responsabilités civiles et professionnelles, autres que décennales, pour un montant en rapport avec l'importance de l'opération.

Avant tout commencement d'exécution, le prestataire justifie qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités qu'il est susceptible d'encourir du fait de l'accomplissement de ses prestations.

Par dérogation à l'article 9.1.3 du CCAG-MOE sous réserve qu'ils n'aient pas fourni un tel document au moment de la remise des candidatures, le candidat sur le point d'être retenu ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, **avant la notification du marché et dans un délai de 10 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage**, une attestation de son/leur assureur justifiant être à jour des cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'exigence de la mission.

La non-production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché. Le candidat fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

À tout moment durant l'exécution du marché, le maître d'œuvre doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du maître d'ouvrage et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

18 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L.2194-1 1° et R.2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut-être initiée dans les cas suivants :

❖ Clause de réexamen en cas de circonstances imprévisibles :

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le maître d'œuvre est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au maître d'ouvrage d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre. Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché. Les surcoûts pris en charge par le maître d'ouvrage peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

❖ Clause de réexamen des conditions économiques :

Si au cours de l'exécution du contrat, son économie devait se trouver déséquilibrée, les conditions contractuelles seraient réexaminées à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, sur production de justificatifs nécessaires. Les cas suivants peuvent notamment entraîner un tel réexamen :

- Disparition des indices de la formule contractuelle d'indexation applicable au contrat,
- Changement de législation et/ou de réglementation affectant les impôts et taxes dus par le Prestataire au titre de l'exécution du présent contrat ;
- Pour tout fait ou tout acte qui remet en cause l'équilibre financier du contrat, entendu comme une variation significative des postes de produits ou de charges pour des motifs extérieurs au titulaire (cas de force majeure, sujétions techniques imprévues, grève, crise sanitaire, etc.) ;
- Ajustement des modalités d'exécution des prestations

- Fixation du forfait définitif de rémunération
- Prolongation des délais d'exécution du marché en cas de retard dans l'exécution des marchés de travaux
- En cas de modifications de programme ou de prestations décidées par le maître d'ouvrage par ordre de service, le contrat de maîtrise d'œuvre fera l'objet d'un avenant pour arrêter le programme modifié et le coût prévisionnel des travaux concernés et pour adapter en conséquence les délais d'études ou de réalisation des travaux, la rémunération du maître d'œuvre et les modalités de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

❖ Remplacement d'un membre du groupement en cas de résiliation partielle

En complément des stipulations du CCAG et des pièces particulières du marché, la présente clause est applicable en cas de résiliation de la part du marché conclue avec l'un des cotraitants.

Les cotraitants membres du groupement peuvent se répartir l'exécution de tout ou partie de la part résiliée du marché en recourant, le cas échéant, à un ou plusieurs sous-traitants dans les conditions définies par le Code de la commande publique. Cette répartition s'opère conformément aux conditions du marché et donne lieu, en cas d'acceptation de l'acheteur, à la conclusion d'un avenant.

Les cotraitants peuvent également convenir de confier tout ou partie de l'exécution de la part résiliée du marché à un tiers qui se substitue alors au cotraitant initial. Cette substitution n'entraîne aucune autre modification des conditions contractuelles que celles qui résultent nécessairement de cette substitution de titulaire (identité et représentants du cocontractant, coordonnées postales et bancaires). Le tiers substitué reprend purement et simplement l'ensemble des droits et obligations du cotraitant initial résultant du présent marché à la date d'effet de la substitution.

Ce tiers est soumis à l'acceptation préalable de l'acheteur au vu de son aptitude à assurer la poursuite de l'exécution du marché dans les conditions contractuelles convenues. A cette fin, il produit :

- l'ensemble des documents et renseignements qui étaient exigés par les documents de consultation du présent marché pour l'analyse des candidatures,
- les documents justificatifs et autres moyens de preuve de l'absence de motifs d'exclusion de la commande publique définis par les articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique.

En cas d'acceptation de l'acheteur, un avenant entérine la substitution de ce tiers ainsi que la part du marché résilié qui lui est dévolue.

La demande de réexamen est adressée par la partie qui en prend l'initiative par lettre recommandée avec avis de réception. À défaut d'accord entre les parties dans un délai de soixante (60) jours suivant la date de réception de la demande de réexamen, le contrat est résilié sans mise en demeure préalable, respectant le préavis de six (6) mois.

19 - Résiliation du contrat

19.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 à 34 du CCAG-MOE.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5%.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles : R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles : R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

20 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Strasbourg est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

21 – Engagements d'éthique et de probité

Les dispositions du présent article tiennent lieu de charte éthique applicable au marché, sans qu'il soit nécessaire de se référer à un document annexe.

21.1 - ENGAGEMENTS ÉTHIQUES ET DE PROBITÉ

Le titulaire s'engage à exécuter le présent marché dans le respect des **principes fondamentaux de la commande publique** définis à l'article **L3 du Code de la commande publique**, à savoir :

- la **liberté d'accès** à la commande publique,
- l'**égalité de traitement** des candidats,
- la **transparence des procédures**.

Le titulaire s'engage à faire preuve de **loyauté, d'intégrité et de neutralité** dans toutes ses relations avec le pouvoir adjudicateur et ses représentants.

À ce titre, le titulaire s'interdit notamment :

- toute **entente, concertation ou pratique collusive** avec d'autres opérateurs économiques, au sens de l'article **L2141-9 du Code de la commande publique**,
- toute **tentative de fraude, de corruption ou de trafic d'influence**,
- tout **comportement de nature à fausser la concurrence** ou à compromettre l'impartialité du processus d'exécution du marché,
- toute **communication ou divulgation non autorisée d'informations confidentielles** relatives à la consultation ou à son exécution.

En signant l'acte d'engagement, le titulaire s'engage à en respecter les dispositions pendant toute la durée d'exécution du marché.

21.2 - OBLIGATION DE SIGNALEMENT

Conformément à son devoir de probité, le titulaire s'engage à signaler sans délai au pouvoir adjudicateur tout fait ou comportement dont il aurait connaissance et qui serait :

- susceptible de constituer une **entente, un conflit d'intérêts, une tentative de corruption ou une pratique anticoncurrentielle**,
- ou de nature à compromettre la **transparence ou la loyauté** dans l'exécution du présent marché.

Aucun signalement ne pourra donner lieu à une sanction contractuelle dès lors qu'il est effectué de bonne foi.

21.3 - SANCTIONS EN CAS DE MANQUEMENT À LA PROBITÉ

Tout manquement du titulaire aux engagements de probité et d'intégrité prévus au présent CCAP pourra entraîner, après mise en demeure restée sans effet :

- la **résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire**, conformément à l'article L2195-4 du Code de la commande publique,
- le **signalement des faits aux autorités compétentes** (Procureur de la République, DGCCRF, ou tout autre service d'enquête),
- l'**exclusion du titulaire de toute nouvelle consultation** conformément à l'article L2141-9 du Code de la commande publique.

Ces mesures peuvent être engagées sans préjudice des sanctions pénales, civiles ou administratives prévues par la réglementation en vigueur.

21.4 - CLAUSE DE COOPÉRATION AVEC LES AUTORITÉS

En cas de suspicion ou de constat d'infraction, le titulaire s'engage à **coopérer pleinement avec l'acheteur public** et, le cas échéant, avec les autorités administratives ou judiciaires saisies.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à garantir la **confidentialité des informations** communiquées dans ce cadre.

22 - Dérogations

- ✚ L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- ✚ L'article 12 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- ✚ L'article 12.8 du CCAP déroge aux articles 27 à 31 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- ✚ L'article 15 du CCAP déroge aux articles 24 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- ✚ L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 16.2.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- ✚ L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 16.2.4 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- ✚ L'article 16.2 du CCAP déroge à l'article 16.2.3 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- ✚ L'article 16.5 du CCAP déroge à l'article 16.1 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- ✚ L'article 17 du CCAP déroge à l'article 9.1.3 du CCAG - Maîtrise d'œuvre